



ACHATS CENTRAUX  
HOTELIERS, ALIMENTAIRES ET  
TECHNOLOGIQUES

Hôpital Bicêtre

78, rue du Général Leclerc

94270 Le Kremlin Bicêtre

Tél : 01 53 14 69 00

Fax: 01 53 14 69 99

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

### Consultation N°25.034

Procédure : Adaptée ouverte

Objet : La procédure adaptée a pour objet la réalisation de prestations de formation juridiques relatives à la commande publique et aux techniques d'achats, organisées par le Centre de la Formation et du Développement des Compétences (CFDC) dans le cadre du développement des compétences des professionnels de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris (AP-HP).

Pour la période d'exécution allant de la date de notification du marché pour une durée de quatre ans, éventuellement résiliable sans indemnités à la seule initiative de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris, six mois avant la date de fin du marché.

Ce document comprend 17 pages, il est associé au cahier des clauses techniques particulières (CTTP).

AP-HP	Consultation n°25.034	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du :30/1/25	Page 1 sur 17

# SOMMAIRE

<b>1.Dispositions Générales.....</b>	<b>5</b>
1.1Objet.....	5
1.2Durée.....	5
<b>2.Organisation de l'achat .....</b>	<b>5</b>
2.1Forme du marché .....	5
2.2Allotissement : .....	5
<b>3.Dispositions financières.....</b>	<b>7</b>
3.1Forme des prix .....	7
3.2Prix définitif .....	7
<b>4.Documents contractuels.....</b>	<b>8</b>
<b>5.Conditions de passation des bons de commande .....</b>	<b>8</b>
5.1Commandes : .....	8
<b>6.Contrôle – suivi du marché .....</b>	<b>8</b>
6.1Contrôle .....	8
6.2Suivi du marché .....	9
<b>7.Modification du marché public .....</b>	<b>9</b>
7.1Clause de réexamen.....	9
7.2Changement de dénomination sociale du Titulaire.....	9
7.3Changement de personnalité morale du Titulaire en cours d'exécution .....	10
<b>8.Obligations du prestataire.....</b>	<b>10</b>
8.1Données statistiques.....	10
8.2Certificats .....	12
8.3Secret professionnel et confidentialité.....	12
8.4Accès aux établissements – Identification.....	14
8.5Grèves .....	14
8.6Vente à des tiers .....	14
<b>9.Facturation – Paiement.....</b>	<b>14</b>
9.1Facturation.....	14
9.2Paiement.....	15
9.3Avances .....	16
<b>10.Assurances .....</b>	<b>16</b>
<b>11.Nantissement et garantie.....</b>	<b>16</b>

AP-HP	Consultation n°25.034	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du :30/1/25	Page 2 sur 17

<b>12.Retenue de garantie .....</b>	<b>17</b>
<b>13.Pénalités – Résiliation .....</b>	<b>17</b>
13.1Pénalités .....	17
13.2Résiliation .....	18
<b>14.Litiges .....</b>	<b>18</b>
<b>15.Dérogations .....</b>	<b>19</b>

## 1. Dispositions Générales

### 1.1 Objet

La procédure adaptée a pour objet la réalisation de prestations de formation relatives au droit de la commande publique et aux techniques d'achats nécessaires aux besoins des professionnels des achats et aux prescripteurs exerçant dans les divers groupes hospitaliers, pôles d'intérêt commun et services du siège de l'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris.

Le détail technique des prestations attendues est précisé dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

### 1.2 Durée

L'accord-cadre est conclu pour une période ferme de 4 ans à compter de la date de notification.

L'accord-cadre sera résiliable à l'initiative de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris six mois avant la date de fin du marché, et ce sans indemnité.

Si l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris décide de procéder à la résiliation de l'accord-cadre, elle le notifiera au Titulaire par lettre de la Directrice d'ACHAT en recommandé avec accusé de réception au plus tard un mois avant la date effective de résiliation.

## 2. Organisation de l'achat

### 2.1 Forme du marché

Le présent marché est conclu sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire au sens de l'article R. 2162-2 du Code de la commande publique.

### 2.2 Allotissement :

L'ensemble des prestations sont réparties en 2 lots comme suit :

N° de lot	Intitulé du lot	Quantités prévisionnelles Détail des thèmes et des nombres de sessions
LOT 1	<b>Prestations de formation juridiques relatives à la commande publique</b>	<b><u>1 Les grands principes de la commande publique :</u></b> 3 sessions de 2 jours soit 6 jours par an soit 24 jours sur la durée totale du marché pour <b>initiation</b> .  3 sessions de 2 jours soit 6 jours par an soit 24 jours sur la durée totale du marché pour <b>perfectionnement</b> .  <b><u>2 Actualités de la commande publique :</u></b> 2 sessions d'une journée par an soit 8 journées sur la durée totale du marché.  <b><u>3 Marchés publics de travaux et maîtrise d'œuvre :</u></b> 2 sessions de 2 jours soit 4 jours par an, soit 16 jours sur la durée totale pour les marchés de <b>travaux</b> .  2 sessions de 2 jours soit 4 jours par an, soit 16 jours sur la durée totale pour les marchés <b>de maîtrise d'œuvre</b> .

AP-HP	Consultation n°25.034	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du :30/1/25	Page 4 sur 17

LOT 2	<b>Prestations de formation relatives aux techniques Achat</b>	<p><b><u>1-Expression des besoins :</u></b> 2 sessions de 2jours soit 4 jours par an soit 16 jours sur la durée totale de marché.</p> <p><b><u>2 - Négociation d'achats :</u></b> 2 sessions de 2jours soit 4 jours par an soit 16 jours sur la durée totale de marché.</p> <p><b><u>3 - Analyse de coût calcul d'un prix :</u></b> 2 sessions de 2jours soit 4 jours par an soit 16 jours sur la durée totale de marché.</p> <p><b><u>4- Achat Responsable : Critères sociaux et environnementaux :</u></b> 2 sessions de 2jours soit 4 jours par an soit 16 jours sur la durée totale de marché.</p> <p><b><u>5-Performance achat :</u></b> 2 sessions de 4jours ( 2X2 discontinu) soit 8 jours par an soit 32 jours sur la durée totale de marché.</p>
-------	--	---

### 3. Dispositions financières

#### 3.1 Forme des prix

Tous Le marché est conclu à prix unitaires pour l'ensemble des prestations listées aux Cahier des clauses techniques particulières (CTP) n°25.034.

Le titulaire s'engage sur un montant maximum de 220 000 €HT sur la durée totale du marché réparti comme suit :

Lot 1 : 100 000 €HT

Lot 2 : 120 000 €HT

#### 3.2 Prix définitif

Les prix sont fermes pour toute la durée du marché.

### 4. Documents contractuels

Le marché est régi par les documents mentionnés ci-après, qui, en cas de disposition contradictoires, prévalent dans l'ordre décroissant suivant :

- L'acte d'engagement (AE) dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, et ses annexes financières et techniques ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CTP) et ses éventuelles annexes ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et de Services (CCAG FCS), dans sa version de 2021 ;
- Le mémoire technique.

### 5. Conditions de passation des bons de commande

AP-HP	Consultation n°25.034	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du :30/1/25	Page 5 sur 17

## **5.1 Commandes :**

Elles seront établies par Centre de la formation et du Développement des Compétences (CFDC) et transmises au Titulaire, soit par courrier, soit par voie électronique. Elles comporteront obligatoirement un n° de bon de commande (référence à 10 chiffres commençant par 45) et un Code service à rappeler sur le bon de livraison et sur la facture, ainsi que l'objet détaillé de la commande, les date, heure et lieu de livraison.

Elles seront échelonnées et émises au fur et à mesure des besoins.

La durée de validité des bons de commandes pourra excéder la durée de validité du marché, pour une durée maximale de 3 mois.

Les émissions de bons de commande pourront intervenir dès le premier jour d'exécution du marché .

Si le Titulaire du marché est situé dans un autre Etat membre de l'UE, tout bon de commande adressé au Titulaire du marché par les établissements de l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris sera établi pour un montant hors taxe. Le bon de commande devra faire figurer le numéro individuel d'identification pour les opérations intra-communautaires de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris : FR95267500452.

Les bons de commande seront transmis, en cas de désignation d'un mandataire du groupement, à ce dernier.

## **6. Contrôle – suivi du marché**

### **6.1 Contrôle**

L'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris vérifiera la bonne exécution des prestations du Titulaire, par un de ses représentants ou une personne dûment mandatée.

### **6.2 Suivi du marché**

Toute non-conformité observée dans la prestation ou par le réceptionnaire ou autre utilisateur du produit donnera lieu à l'émission d'une fiche ou lettre de non-conformité éditée par ACHAT et communiquée au Titulaire.

La fiche comprend une partie réservée au Titulaire. Celui-ci est tenu, pendant toute la durée du marché, d'y répondre sous quinzaine, en précisant les mesures correctives qu'il aura prises afin que la non-conformité ne se renouvelle plus. La réponse doit être adressée à ACHAT, Cellules Pilotage des Marchés.

Au regard du dysfonctionnement lié à la non-conformité observée, de non-réponse aux fiches ou de non amélioration de la prestation, ou à l'issue des vérifications quantitatives et qualitatives, une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet, conformément aux articles 27, 28, 29 et 30 du CCAG FCS sera prononcée ou une mise en demeure assortie d'un délai d'exécution sera envoyée au Titulaire. Après une seconde mise en demeure, le marché pourra être résilié aux torts du Titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnités.

## **7. Modification du marché public**

### **7.1 Clause de réexamen**

En application du 1° de l'article L2194-1 du Code de la commande publique, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de modifier le présent CCAP dans les cas suivants :

- En cas d'évolution technique ou réglementaire nécessitant l'adjonction de nouvelles références au marché,
- En cas d'évolution du périmètre d'exécution du marché par adjonction de groupes hospitaliers ou d'établissements non bénéficiaires initialement,
- En cas d'évolution importante du coût des matières premières ayant des conséquences importantes sur l'équilibre financier du marché.

La mise en œuvre de cette clause de réexamen pourra être initiée à l'initiative du RPA ou sur demande

AP-HP	Consultation n°25.034	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du :30/1/25	Page 6 sur 17

justifiée du Titulaire du marché par voie d'avenants. La demande devra parvenir au RPA par LRAR.

## **7.2 Changement de dénomination sociale du Titulaire**

En cas de changement lié au statut du Titulaire, celui-ci doit adresser à ACHAT dans les plus brefs délais, une lettre recommandée avec accusé de réception en communiquant un extrait du K-bis mentionnant ce changement à l'adresse suivante :

ACHAT  
Madame la Directrice  
CHU Bicêtre  
78, Rue du Général Leclerc  
94270 Le Kremlin-Bicêtre

Les changements concernés par la présente clause sont les suivants :

- Changement de dénomination sociale sans création d'une personne morale nouvelle, ni transfert du marché à une autre personne morale.
- Changement de statut juridique
- Changement de références bancaires
- Changement d'adresse

Un certificat administratif est alors établi par ACHAT.

## **7.3 Changement de personnalité morale du Titulaire en cours d'exécution**

En cas de changement de personnalité morale du Titulaire, et avant tout transfert, celui-ci doit en avertir le représentant du pouvoir adjudicateur, via courrier recommandé dans les plus brefs délais.

Le représentant du pouvoir adjudicateur vérifie que le futur Titulaire dispose des capacités techniques, professionnelles et financières nécessaires à l'exécution des prestations et, le cas échéant s'il est en règle avec ses obligations fiscales et sociales. Pour ce faire, le Titulaire doit, au regard des articles R2143-6 à R 2143-10 du Code de la commande publique, produire l'ensemble des pièces justificatives de ces capacités.

Dans le cas où le cessionnaire présente les capacités suffisantes, un avenant de transfert établi par le RPA est alors adressé au Titulaire. Dans le cas contraire, l'APHP peut prononcer la résiliation du marché sans que le Titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité.

# **8. Obligations du prestataire**

## **8.1 Données statistiques**

Le candidat retenu s'engage à fournir (jusqu'à la fin de validité des bons de commande) à :

ACHAT  
Service SMMPS  
CHU Bicêtre  
78, Rue du Général Leclerc  
94270 Le Kremlin-Bicêtre

*Les données statistiques suivantes :*

AP-HP	Consultation n°25.034	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du :30/1/25	Page 7 sur 17

- à envoyer dans les 15 jours suivant chaque fin de trimestre civil.

Support : courriel à l'adresse du service concerné

SMMPS : [secretariat.prestations.aca@aphp.fr](mailto:secretariat.prestations.aca@aphp.fr)

Type de fichier: EXCEL®

Dessin d'enregistrement :

- nom du fournisseur
- année (4 caractères numériques)
- trimestre (1 caractère numérique -1 à 4- )
- n° de marché AP-HP<sup>(1)</sup>
- n° de lot (si le fournisseur est Titulaire de plusieurs lots)
- hôpital / site<sup>(2)</sup>
- libellé du service
- unité de facturation
- quantité totale (en unités de facturation)<sup>(3)</sup>
- prix unitaire HT
- montant total HT <sup>(3)</sup>
- montant total TTC <sup>(3)</sup>

<sup>(1)</sup> informations spécifiées sur la notification du marché

<sup>(2)</sup> libellé court : BICETRE par exemple et non HOPITAL BICETRE

<sup>(3)</sup> ces trois données peuvent être négatives du fait d'avoirs

A titre d'exemple, un modèle est fourni dans ce même document (annexe 1)

Contacter le Service SMMPS pour toute précision complémentaire

**En cas de non transmission des statistiques dans les délais cités ci-dessus, ACHAT pourra émettre un titre de recette correspondant à une pénalité financière selon les modalités de l'article 13 du présent document.**

## **8.2 Certificats**

Le Titulaire est tenu de transmettre à compter de la date d'attribution du marché, de les actualiser tous les six mois, selon la date de validité des documents, et sans que l'AP-HP n'en fasse la demande expresse, les pièces prévues aux articles D8222-5 et D8222-7 du Code du travail, et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché. En cas de non présentation de ces documents dans les délais impartis, une mise en demeure est envoyée au Titulaire. Le Titulaire est tenu de présenter les documents dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure.

« Pour ce faire, l'AP-HP recourt à une plateforme sur laquelle les Titulaires du marché devront obligatoirement se créer un compte dès l'attribution du marché, puis mettre en ligne et actualiser les documents demandés à la périodicité requise. Les modalités d'accès à la plateforme seront communiquées à l'attribution »

## **8.3 Secret professionnel et confidentialité**

Le Titulaire est tenu contractuellement au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) auxquelles il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent

AP-HP	Consultation n°25.034	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du :30/1/25	Page 8 sur 17



marché.

Le Titulaire s'engage à restituer sans délai à l'issue du présent marché, quelle qu'en soit la cause, l'ensemble des documents, éléments et outils que lui aurait confié le représentant du pouvoir adjudicateur.

Le Titulaire, reconnaissant par avance que toute divulgation léserait gravement les intérêts de l'AP-HP, s'engage à ce que les informations, documents et savoir-faire, transmis, ne puissent être utilisés, ni publiés, ni communiqués, par quelque moyen, sous quelque forme et quelque manière que ce soit, sans l'accord préalable et écrit du RPA.

La méconnaissance de cette prescription obligerait le Titulaire à en couvrir les entières conséquences.

En outre, le Titulaire veille à ce qu'au cours de l'exécution du présent marché, soient respectées la sécurité et la confidentialité des données et des accès informatiques de l'APHP conformément aux lois et régimes applicables, et notamment conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée par la Loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles (article 29) et aux dispositions du code pénal en vigueur.

À ce titre, le Titulaire s'engage :

- À ne rendre publique aucune information de l'AP-HP, sans l'accord de l'AP-HP, quelle que soit la source ou l'origine de cette information.
- À n'utiliser les informations et documents délivrées par l'APHP qu'à sa demande exclusive et pour la finalité définie dans le présent marché ;
- À ne pas divulguer à des tiers, à titre gratuit ou onéreux, et sous quelque forme que ce soit, les informations et documents communiqués par l'APHP à l'occasion de l'exécution du présent marché;
- À prendre toutes les mesures pour que lesdites données ne puissent être accessibles à d'autres personnes que les personnels attachés à leur traitement et à leur analyse. Ces derniers seront sensibilisés au caractère stratégique des informations et documents confiés et liés au Titulaire par un engagement de confidentialité ;
- À ne pas procéder à des copies, utilisations ou diffusion de partie ou totalité d'un fichier et/ou d'une donnée détenus par l'AP-HP ou installés sur une configuration, sur un support, sur un élément ou sur un sous-ensemble d'une configuration détenus par celle-ci, à l'exception des copies, utilisations ou diffusion nécessaires à l'exécution d'une prestation prévue au présent marché, auquel cas l'accord de l'APHP est nécessaire ;
- À ne pas sortir du lieu d'hébergement des configurations, des supports numériques ou d'autres, d'éléments ou sous-ensembles d'une configuration, d'un matériel, ou d'une documentation détenue par l'APHP sans l'autorisation préalable et écrite de celle-ci.

Le Titulaire sera tenu de conserver un caractère confidentiel à toute idée, tout concept, tout savoir-faire, ou toute technique, relatifs à l'activité de l'AP-HP, qui lui seront communiqués d'une manière directe ou indirecte. Le Titulaire assurera donc la protection de toute information et tout document qui lui auront été confiés, avec autant de soins que s'il s'agissait de données confidentielles relatives à ses propres affaires.

Le Titulaire sera responsable vis-à-vis de l'APHP de la perte de documents remis sous quelque forme que ce soit, ou de la divulgation volontaire ou involontaire d'informations communiquées. Le Titulaire s'engage, à ce titre, à aviser sans délai l'AP-HP de toute disparition, ainsi que de tout incident pouvant révéler un risque de violation des présentes obligations.

Le Titulaire doit procéder à la destruction ou à la restitution de tous les fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, à l'échéance du présent marché, ou préalablement sur ordre de l'AP-HP.

Le Titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par ses personnels, préposés, mais également à tout opérateur économique intervenant pour le compte ou en partenariat avec le Titulaire (cotraitants et sous-traitants notamment).

L'AP-HP se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait nécessaire pour constater le respect des obligations précitées par le Titulaire. En cas de non-respect des dispositions précitées, la

AP-HP	Consultation n°25.034	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du :30/1/25	Page 9 sur 17

responsabilité du Titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-5 et 226-17 du code pénal.

L'AP-HP se réserve le droit d'exiger du Titulaire du marché, sans versement d'aucune indemnité, le remplacement immédiat de tout agent salarié de l'entreprise qui aurait contrevenu aux règles précédemment édictées.

L'AP-HP pourra prononcer la résiliation immédiate du marché, sans indemnité en faveur du Titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées

#### **8.4 Accès aux établissements – Identification**

Les personnels du Titulaire ou ses préposés et sous – traitants ont accès aux locaux des établissements de l'AP-HP sous réserve du respect des consignes d'hygiène et de sécurité, et du règlement intérieur en vigueur.

Ils doivent être identifiés par tout moyen à disposition du Titulaire, et pouvoir justifier de leur appartenance à l'entreprise Titulaire du marché, ou être mandatés par elle.

#### **8.5 Grèves**

**En cas d'arrêt de travail imputable au Titulaire, ce dernier devra assurer les prestations considérées comme indispensables au marché, en accord avec la personne publique.**

En cas d'impossibilité pour le Titulaire du marché d'exécuter intégralement les prestations dues au titre du contrat dès le premier jour de grève, **l'AP-HP y pourvoira par tous les moyens qu'elle jugera utiles aux frais, risques et périls du Titulaire afin d'assurer elle-même le service minimum.**

Les mesures, qui seront prises dans ce cas, seront limitées à la durée de l'absence d'organisation de service minimum, validée par l'AP-HP.

Les sommes dues à ce titre seront recouvrées par l'Administration par tous moyens de droit sauf lorsque leur montant pourra être retenu sur les factures mensuelles restant dues.

#### **8.6 Vente à des tiers**

Le Titulaire s'interdit toute vente à des tiers étrangers au présent marché de produits portant le logo Assistance Publique – Hôpitaux de Paris, y compris en cas de résiliation ou de non-reconduction du marché.

En cas de non-respect de cette clause, l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris se réserve le droit d'engager les poursuites judiciaires appropriées.

### **9. Facturation – Paiement**

#### **9.1 Facturation**

Les factures ne doivent comporter aucune condition générale de vente.

**Conformément à l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le Titulaire du marché adressera ses factures sous format dématérialisé par l'intermédiaire de la solution Chorus Pro, à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr>.**

Les factures électroniques seront transmises sur ce portail en utilisant le mode EDI, ou en déposant des fichiers PDF (signés ou non signés).

Les factures doivent indiquer :

- La mention « Facture »
- Le numéro d'ordre de la facture ;
- nom et adresse du créancier ;

AP-HP	Consultation n°25.034	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du :30/1/25	Page 10 sur 17

- les coordonnées complètes de son compte bancaire telles que précisées sur l'acte d'engagement ;
- les n° de SIRET ou SIREN et du registre du commerce ;
- le Code APE ;
- la désignation de la prestation ;
- le montant hors taxes par article et hors taxes avec remise (si remise proposée) ;
- le taux et le montant des taxes ;
- le montant total T.T.C. ;
- le n° du bon de commande (référence à 10 chiffres commençant par 45) ou ordre de service (une facture devant référencer un et un seul bon de commande ou ordre de service) ;
- le n° de SIRET de l'AP-HP : 267 500 452 01928 ;
- le Code service de l'établissement ayant passé commande (présent sur le bon de commande) ;
- le numéro de marché ;
- la date de réalisation de la prestation.

**L'absence d'une des mentions listées ci-dessus entraînera un rejet de la facture.**

**Les prestations hors marché devront faire l'objet d'une facturation différente.**

## **9.2 Paiement**

Le paiement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues au chapitre 2 « prix et règlement » du cahier des clauses administratives générales-FCS.

En application de l'article R. 2192-11 du Code de la commande publique, le délai maximum de paiement est de 50 jours à compter de la présentation de la demande de paiement.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire ou du sous-traitant payé directement, conformément à la réglementation en vigueur notamment aux dispositions des articles R. 2192-31 à R. 2192-36 du Code de la commande publique.

Ce délai est néanmoins suspendu en cas de rejet de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur à des fins de correction jusqu'à la remise d'une nouvelle facture en bonne et due forme.

## **9.3 Avances**

Le titulaire bénéficie de l'avance, sous réserve des conditions visées aux articles L. 2191-2 et L. 2191-3 du code de la commande publique. Il peut y renoncer en le mentionnant expressément sur l'acte d'engagement.

Pour cette consultation, l'option A du CCAG est retenue.

Le taux de l'avance est fixé à :

- 30 % pour les petites et moyennes entreprises
- 5 % pour les entreprises qui ne sont pas PME.

L'avance est versée et remboursée suivant les dispositions du Code de la Commande Publique.

## **10. Assurances**

Le Titulaire doit justifier d'une assurance contractée auprès d'une compagnie agréée, garantissant sa responsabilité civile :

- pour pertes et dommages causés aux biens par des personnes dont l'assuré est civilement responsable, en vertu de l'article 1242 du Code Civil, quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes ;

AP-HP	Consultation n°25.034	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du :30/1/25	Page 11 sur 17

- pour pertes et dommages causés aux tiers du fait d'accidents ou d'incendies par ses matériels d'industrie, de commerce ou d'exploitation ;
- pour vol et détérioration du matériel de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris dont il effectuera le remplacement sur la base de la valeur à neuf desdits matériels.

## 11. Nantissement et garantie

Le marché peut faire l'objet d'un nantissement prévu à l'article L2191-8 du Code de la commande publique.

## 12. Retenue de garantie

Le ou les prestataire sont dispensés du versement de la retenue de garantie. Toutefois, le marché peut faire l'objet d'une garantie prévue à l'article L2191-7 du Code de la commande publique Pénalités – Résiliation

## 13. Pénalités – Résiliation

### 13.1 Pénalités

L'article 13.1 du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) déroge à l'article 14.1.3 du CCAG FCS relatif à l'exonération des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000€.

#### Recouvrement du montant des pénalités

Le recouvrement des montants des pénalités s'opère par l'émission d'un titre de recette au terme du marché lors de l'établissement du décompte général.

Les pénalités ne sont pas assujetties à la taxe sur la valeur ajoutée.

#### Pénalités pour annulation ou report des sessions de formation

Conditions d'application	Montant de la pénalité
Absence du formateur le jour même de la formation, et non-remplacement de ce dernier par une personne ayant les mêmes compétences pédagogiques, entraînant l'annulation de la journée de formation	50% du prix de la journée de formation
Annulation à l'initiative du titulaire dans un délai compris entre 2 et 4 jours	30% du montant de la formation
Annulation à l'initiative du titulaire dans un délai compris entre 4 et 6 jours	20% du montant de la formation
Annulation à l'initiative du titulaire dans un délai inférieur à 48 heures	50% du montant HT de la formation

#### Pénalité pour défaut de fourniture des attestations fiscales et sociales

En cas de non-respect des obligations définies à l'article « Certificats » du présent Cahier des clauses administratives particulières relatives à la production périodique des attestations fiscales et sociales, le Titulaire pourra se voir appliquer des pénalités de 500 euros par jour de retard. Le montant total de celles-ci ne peut excéder 10 % du montant minimum du marché ni la somme de 45 000 euros.

AP-HP	Consultation n°25.034	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du :30/1/25	Page 12 sur 17

## **Pénalité pour défaut de fourniture des statistiques**

Dans le cas où le titulaire ne transmet pas ses données statistiques dans les délais prévus au paragraphe « Statistiques » du présent document, ACHAT pourra émettre un titre de recette correspondant à une pénalité financière de **30 euros** par jour de retard à compter du 45eme jour suivant la fin du trimestre.

### **13.2 Résiliation**

L'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris peut, si le prestataire ne remplit pas les obligations que lui impose les documents contractuels, ou s'il les remplit de façon inexacte ou incomplète, prononcer la résiliation du marché après deux mises en demeure ou une seule mise en demeure en cas de manquement particulièrement important dans les conditions prévues à l'article 41 CCAG / FCS (Chapitre VI). Le Titulaire est tenu de présenter ses observations dans un délai de quinze jours.

Sans réponse satisfaisante du Titulaire à la mise en demeure, l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris peut alors passer un marché de substitution avec d'autres fournisseurs, aux frais et risques du fournisseur déchu, après notification à ce dernier, et ce conformément aux dispositions du chapitre VI du Cahier des Clauses Administratives Générales / FCS en vigueur à la date de publication de l'avis de mise en concurrence.

Le marché sera résilié sans indemnité aux torts du Titulaire en cas d'inexactitude des renseignements prévus aux articles R2143-5 à R243-12 du Code de la commande publique, et ce sans mise en demeure préalable.

Si l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris décide de procéder à la résiliation du marché, elle le notifiera au Titulaire par lettre de la Directrice d'ACHAT en recommandé avec accusé de réception au plus tard un mois avant la date effective de résiliation.

## **14. Litiges**

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris et le Titulaire du marché ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

Les parties conviennent que le Tribunal Administratif de Paris est seul compétent en cas de litige, conformément à l'article R312-11 du Code de Justice Administrative.

## **15. Dérogations**

- L'article « Pénalités » du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) déroge à l'article 14 du CCAG FCS relatif aux « pénalités pour retard ».
- Les articles « Obligations du prestataire » et « Pénalités – Résiliation » du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) dérogent à l'article 41 du CCAG FCS relatif à la résiliation aux torts pour défaut d'acquittement des obligations.
- L'article « Documents contractuels » déroge à l'article 4 du CCAG FCS sur l'ordre de priorité des pièces contractuelles.

AP-HP	Consultation n°25.034	ACHAT
CCAP.10	Dernière mise à jour du :30/1/25	Page 13 sur 17

<i>AP-HP</i>	<i>Consultation n°25.034</i>	<i>ACHAT</i>
<i>CCAP.10</i>	<i>Dernière mise à jour du :30/1/25</i>	<i>Page 14 sur 17</i>

## Annexe 1. Noms, adresses et numéros de téléphone des groupes hospitaliers et sites concernés

<b>Achats Centraux Hôteliers Alimentaires et Technologiques</b>	CHU Bicêtre 78, rue du Général Leclerc 94270 Le Kremlin Bicêtre	01-44-06-59-62
<b>Agence Générale des Equipements et des Produits de santé (AGEPS)</b>	7, rue du Fer à Moulin 75005 Paris – 1 », rue Lavoisier 92000 Nanterre	01-46-69-13-13
<b>AP-HP. Sorbonne Université</b>		
- Pitié – Salpêtrière	- 47-83, boulevard de l'Hôpital 75013 PARIS	01-42-16-00-00
- Charles Foix	- 7, avenue de la République 94200 IVRY SUR SEINE	01-49-59-40-00
- Tenon	- 4 rue de la Chine 75020 PARIS	01-56-01-70-00
- Saint Antoine	- 184 faubourgs Saint Antoine 75012 PARIS	01-49-28-20-00
- Rothschild	- 5, rue Santerre 75012 PARIS	01-40-19-30-00
- Armand Trousseau	- 25 rue du Dr Arnold Netter 75012 PARIS	01-44-73-74-75
- La Roche Guyon	- 1, rue de l'Hospice 95 780 La Roche Guyon	01-30-63-83-30
<b>AP-HP. Université Paris Saclay</b>		
- Antoine Béchère	- 157, rue de la porte de Trivaux 92140 CLAMART	01-45-37-44-44
- Bicêtre	- 78, rue du Général Leclerc 94270 LE KREMLIN BICETRE	01-45-21-21-21
- Paul Brousse	- 14, avenue Paul Vaillant Couturier 94800 VILLEJUIF	01-45-59-30-00
- Raymond Poincaré	- 104 Boulevard Raymond Poincaré 92380 GARCHES	01-47-10-79-00
- Hôpital maritime de Berck	- Rue du Dr Victor Ménard 62600 BERCK-SUR-MER	03-21-89-27-27
- Ambroise Paré	- 9 Avenue Charles de Gaulle 92100 BOULOGNE BILLANCOURT	01-49-09-50-00
- Sainte Péline – Rossini – Chardon Lagache	- 11 Rue Chardon Lagache 75016 PARIS	01-44-96-31-31
<b>AP-HP. Hôpitaux universitaire Paris - Seine Saint Denis</b>		
- Avicenne	- 125, Rue de Stalingrad 93009 BOBIGNY	01-48-95-55-55
- Jean Verdier	- Avenue du 14 Juillet 93145 BONDY Cedex	01-48-02-66-66
- René Muret / Bigottini	- Avenue du Dr Schaffner 93270 SEVRAN	01-41-52-59-99

<b>AP-HP. Centre – Université de Paris</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Necker</li> <li>- HEGP</li> <li>- Corentin Celton</li> <li>- Vaugirard Gabriel Pallez</li> <li>- Cochin</li> <li>- Saint Vincent de Paul</li> <li>- Hôtel Dieu</li> <li>- Broca</li> <li>- La Rochefoucauld</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 149 – 161, rue de Sèvres 75015 PARIS</li> <li>- 20 rue Leblanc 75 015 PARIS</li> <li>- 37, boulevard Gambetta 92130 ISSY LES MOULINEAUX</li> <li>- 10, rue Vaugelas 75015 PARIS</li> <li>- 27, rue du Faubourg St-Jacques 75014 PARIS</li> <li>- 82, avenue Denfert-Rochereau 75014 PARIS</li> <li>- 1, place du Parvis Notre Dame 75181 PARIS CEDEX 4</li> <li>- 54-56, rue Pascal – 75013 PARIS</li> <li>- 15, avenue du Général Leclerc 75014 PARIS</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>01-44-49-40-00</li> <li>01-56-09-20-00</li> <li>01-58-00-40-00</li> <li>01-40-45-80-00</li> <li>01-58-41-41-41</li> <li>01-58-41-41-41</li> <li>01-42-34-82-34</li> <li>01-44-08-30-00</li> <li>01-44-08-30-00</li> </ul>
<b>AP-HP. Nord – Université de Paris</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Bichat-Claude Bernard</li> <li>- Beaujon</li> <li>- Louis Mourier</li> <li>- Robert Debré</li> <li>- Bretonneau</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 46 rue Henri Huchard 75018 PARIS</li> <li>- 100 Boulevard du Général Leclerc 92110 CLICHY</li> <li>- 178 rue des Renouillers 92700 COLOMBES</li> <li>- 48 Boulevard Sérurier 75019 PARIS</li> <li>- 23 rue Joseph de Maistre 75018 PARIS</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>01-40-25-80-80</li> <li>01-40-87-50-00</li> <li>01-47-60-61-62</li> <li>01-40-03-20-00</li> <li>01-53-11-18-00</li> </ul>



- Lariboisière	- 2 Rue Ambroise Paré 75010 PARIS	01-49-95-65-65
- Saint Louis	- 1 Avenue Claude Vellefaux 75010 PARIS	01-42-49-49-49
<b>AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri-Mondor</b>		
- Albert Chenevier	- 40 rue de Mesly 94010 CRETEIL	01-49-81-31-31
- Henri Mondor	- 51 Avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny 94000 CRETEIL	01-49-81-21-11
- Emile Roux	- 1 Avenue de Verdun 94456 LIMEIL BREVANNES	01-45-95-80-80
- Joffre – Dupuytren	- 1 rue Louis Camatte 91 210 DRAVEIL	01-69-83-63-63
- Georges Clemenceau	- 1, rue Georges Clemenceau 91750 CHAMPCUEIL	01-69-23-20-20
<b>Hospitalisation à Domicile</b>	- 14 rue Vesale 75005 PARIS	01-42-16-08-50
<b>Sécurité, Maintenance et Services (SMS)</b>	- 14 rue du Port aux lions 94 200 CHARENTON	01-45-13-65-13
<b>Service Central des Ambulances (S.C.A.)</b>	- 28, rue de l'Entrepôt 94 200 CHARENTON	01-45-13-65-43
<b>Service Central des Blanchisseries (S.C.B.)</b>	- 47/83 boulevard de l'Hôpital 75013 PARIS	01-44-06-59-00
<b>Siège de l'AP-HP</b>	- 55, Boulevard Diderot CS 22305 75610 PARIS CEDEX 12	01-40-27-30-00
<b>Hôpital marin d'Hendaye</b>	- Route de la Corniche 64700 HENDAYE	05-59-48-08-00
<b>Hôpital Paul Doumer</b>	- 1, Route de l'hôpital BP 10239 Labruyère 60140 LIANCOURT	03-44-31-55-00
<b>Hôpital San Salvador</b>	- 4312, route de l'Almanarre 83400 HYERES	04-94-38-08-00